Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation
English
italien español
srpski português
العربية Deutsch
www.mondialisation.ca | Concernant le CRM | Contact | Devenez membre | Magasin en ligne

Le 25 février 2012 L'enfer des groupes armés en Syrie

Accueil
Articles Récents
États-Unis
Canada
Amérique latine & Caraïbe
Europe
Afrique subsaharienne
Russie et CEI
Moyen Orient
Océanie
Asie

Guerre USA OTAN
Histoire, société et culture
Crise économique mondiale
Crimes contre l'humanité
Environnement
Pétrole,Gaz de schiste, Énergie
Transnationales
Pauvreté et inégalités sociales
Militarisation
11 sept. Guerre au terrorisme
Droits humains et État policier
Loi et Justice
Biotechnologie et OGM
Droits des femmes
Désinformation médiatique
Politique et religion
Nations Unies
Science et médecine
Services de renseignements

Recherche
Archives
Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web
GlobalResearchTV
GRTV GLOBAL RESEARCH TV

La crise économique, la Chine, l'Afrique et l'Europe

par Robert Bibeau

Mondialisation.ca, Le 23 février 2012

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
Imprimer cet article

0 Digg submit reddit 8 Share 3 Tweet

Première partie :

La Chine puissance impérialiste triomphante

La semaine dernière nous avons entrepris la publication de cette **étude d'économie politique** en quatre volets portant sur la crise économique permanente qui frappe le monde contemporain. Nous partons d'une observation élémentaire : en synchronie, **il y a d'un côté** une nation prospère qui s'enrichit en nouvelle Arcadie (la Chine) ; un peuple qui vit dans un pays qui fait crédit et investit. De ce côté-ci **une puissance ascendante qui étend son influence** avec patience et consistance ; exporte ses marchandises et importe des matières premières qu'elle transforme en plus-value et qu'elle revend aux plus offrants.

De l'autre côté on observe une panoplie de puissances déclinantes, hargneuses et impatientes, qui importent tout ce dont elles ont besoin (ou presque) ; qui réempruntent pour payer l'intérêt de leurs dettes ; qui ne produisent presque plus rien ; des pays soumis à l'inflation lancinante, au chômage endémique, au crime social dépravant, à la révolte véhémente des ouvriers face à la méchanceté vindicative des affidés voués aux gémonies. De ce côté-là manifestation, imprécation et répression des soulèvements populaires contre la vie chère et la misère.

Y a-t-il un rapport entre ces deux mondes en synchronie et quel est-il, voilà notre problématique. **Cette semaine nous allons examiner pourquoi des relocalisations industrielles similaires produisent des résultats opposés selon qu'elles sévissent en Chine ou en Afrique et quel est le rôle des pays impérialistes en déclin (États-Unis – Europe) dans tout ceci** ?

LE MODÈLE ÉCONOMIQUE CAPITALISTE COMPRADORE (AFRIQUE)

La semaine dernière nous avons présenté la montée en puissance de la République populaire de Chine à partir des premiers actes de son industrialisation foudroyante jusqu'à son émergence sur la scène internationale **(1).** La Chine n'est pas une force latente, elle est déjà la première puissance industrielle – le premier pouvoir de l'économie réelle – et en passe de devenir la première puissance de l'économie marchande, spéculative et 'capitalisante', qui devrait déloger **sa dernière concurrente** de sa fragile estrade où sa flotte de guerre, son armée de terre et ses dépenses militaires somptuaires la maintiennent encore…précaire (l'Amérique en faillite effectue

la moitié des dépenses militaires sur Terre avec de l'argent inexistant, grâce à sa planche à billets inflationniste). La folie guerrière américaine déchainée sous Reagan, amplifiée sous Bush et maintenue sous Obama, tire à sa fin. Un pays capitaliste n'est jamais longtemps plus puissant que son industrie le prétend, comme le Japon et l'Allemagne l'ont appris à leur dépend.

Quand les impérialistes américains et européens – trusts industriels, multinationales manufacturières et consortiums financiers – ont commencé à délocaliser leurs usines d'Occident pour s'installer dans des pays de pauvretés aux salaires de misère, sans bénéfices marginaux, sans sécurité sociale, sans charges fiscales, sans normes environnementales, sans sécurité d'emploi et sans sécurité sur les chantiers et en ateliers – **autant de contingences qui ont un coût qui se répercute sur la valeur de la force de travail, sur le prix de revient des produits finis et sur les taux de profit en définitive** –. Les commis voyageurs de la relocalisation et de la sous-traitance industrielle ont parcouru le Bengladesh, la Corée, le Viet Nam, la Thaïlande, l'Indonésie, Taiwan, le Pakistan, le Sri Lanka, la Chine ainsi que certains pays d'Afrique. Tous ces pays ont « bénéficiés » des investissements « bienfaisants » de l'Occident. **Pourquoi ces investissements n'ont-ils laissés que misère dans nombres d'aires d'Orient et d'Afrique et pourquoi ces placements ont-ils permis à la Chine d'amorcer son « Take off » (décollage) industriel et économique** ?

C'est que dans plusieurs de ces pays investis par l'impérialisme occidental la bourgeoisie nationale s'est transformée en **bourgeoisie capitaliste compradore** chargée :

> **A) d'administrer les usines** ; de recruter la main d'œuvre à exploiter dans les « sweat-chop » locales ; de construire les infrastructures portuaires et de transport pour faire sortir soit la matière première brute soit les produits ouvrés à **faible composition organique en capital** (marchandises exigeant un fort apport en capital variable – beaucoup de force de travail – et un faible intrant en capital constant – peu de machinerie) **(2).**
> B) **d'assurer le maintien de l'ordre** – la paix sociale – et réprimer dans le sang toute résistance du prolétariat local et des travailleurs en général, qui se rebellent parfois contre leurs conditions d'exploitation infernales.

Parfois, les différentes puissances impérialistes occidentales se disputent le contrôle d'une **faction** ou d'une autre parmi cette bourgeoisie compradore d'où les incessantes révoltes - « révolutions », guerres carnassières, soulèvements régaliens, tueries tribales (Gbagbo – Ouattara, Kadhafi – CNT, al-Assad – CNS, Kabila-Tshisekedi, Wade et opposants) jusqu'à ce que le potentat local gagnant soit celui adouber, qui par la France, qui par le Royaume-Uni, qui par les États-Unis, qui par la Russie, qui par la Chine, qui par l'Iran, etc. **(3).**

Pour ces multiples services rendus aux puissances étrangères la bourgeoisie mercenaire, larbins politiques et thuriféraires financiers, empochent prébendes, petits bénéfices, commissions illicites et valises de devises… Ces **miettes tirées de la plus-value ouvrière** extraite en néo-colonie ne sont jamais suffisantes pour construire une industrie lourde et une industrie des machines-outils conséquentes, ce que la métropole coloniale n'accepterait pas de toute manière. Si bien que plus de vingt ans après le début des transferts, ces pays ateliers sont toujours aussi déprimés. Pires, les salaires de famine, qui suffisent à peine à subvenir aux besoins élémentaires des familles indigentes, ne permettent même pas de constituer un marché national consistant qui pourrait permettre le développement d'une économie marchande importante sur laquelle les bourgeoises africaines pourraient s'appuyer pour prendre leur décollage économique national. La situation est différente en Amérique du Sud où une puissance impérialiste régionale – le Brésil – est parvenue à amorcer son « démarrage » et aujourd'hui le prolétariat brésilien a l'insigne honneur d'être exploité par la bourgeoisie brésilienne, parlant portugais, et faisant affaire dans le tiers-monde – pauvre parmi les pauvres **(4).**

Au début de ce processus de **relocalisation** (1989) et de **sous-traitance industrielle** de grande ampleur, les usines occidentales, relocalisées au Sénégal par exemple, rapatriaient en métropole l'ensemble de la plus-value spoliée aux ouvriers sénégalais sous-payés, car en métropole les rendements sur les placements boursiers, sur les prêts aux particuliers, sur les bons du trésor gouvernemental étaient alléchants et donnaient de bons rendement sans risque ni faux fuyant. Nous vivons sous le règne du **capital financier,** il ne faut pas l'oublier, et le capital de risque est sans cesse sollicité pour envahir le champ de la **production industrielle**, ou alors le champ de la **spéculation foncière** (construction domiciliaire, industrielle, commerciale, gouvernementale et d'affaires) ou encore le champ de la **spéculation boursière**, du crédit à la consommation et autres formes d'exploitation usuraire. **Le rendement le plus intéressant attire l'investissement (5).**

Le « Take off » sénégalais fut donc remis sine die et la bourgeoisie sénégalaise compradore, spoliée de « sa » plus-value ouvrière, demeura enchaînée à « ses » ouvriers trop pauvres pour acheter les produits bon marché fabriqués sur place dans les « sweat chop nationaux ». Impossible dans ces conditions de développer un marché régional pour absorber une production nationale quelconque. Il en est de même pour un pays comme la République du Congo qui voit partir ses métaux précieux non transformés, donc très peu porteurs de **plus-value ouvrière** et sans grande valeur marchande **(6).** Impossible dans ces conditions de développer une industrie lourde congolaise à l'abri de **barrières tarifaires protectrices**. Nous reviendrons plus loin sur ces notions de barrières tarifaires et d'économie post-industrielle **(7).**

LE MODÈLE D'ÉCONOMIE CAPITALISTE CHINOIS

La République populaire de Chine en décida autrement et la bourgeoisie nationaliste chinoise, s'appuyant sur **le plein contrôle de son appareil d'État,** imposa **cinq règles de base aux capitalistes occidentaux**, japonais, taiwanais et coréens qui souhaitaient relocaliser leurs usines en Chine **(8).** Ces cinq règles visent toutes à conserver sur place le « patrimoine de plus-value nationale ».

Premièrement, la plupart des entreprise étrangères souhaitant se relocaliser ou sous-traiter en Chine doivent établir un partenariat avec une firme chinoise qui règle générale possède la majorité du capital-actions de l'entreprise en copropriété. Ceci assure que la majorité de la plus-value absolue produite dans cette entreprise restera propriété des chinois, base de leur capitalisation et du développement des grands conglomérats qui aujourd'hui menacent les entreprises occidentales.

Deuxièmement, une entreprise qui s'installe en Chine doit assurer un transfert technologique source de plus-value relative (gain de productivité).

Troisièmement, une entreprise est invitée à introduire en Chine ses ingénieurs et ses ouvriers spécialisés mais elle doit aussi embaucher des ingénieurs et des ouvriers spécialisés chinois. La société **Bombardier** a décroché un contrat de fabrication de fuselage d'avion en Chine. Aujourd'hui, la société chinoise ***COMAC*** produit et commercialise l'aéronef **ARJ-21** concurrent de la **série C de Bombardier**, présentant un merveilleux fuselage très aérodynamique. Voilà comment la Chine récupère la plus-value relative (ingénierie) produite par « son » prolétariat national.

Quatrièmement, certains secteurs industriels sont exclus des investissements étrangers importants. Ce sont les secteurs des ressources naturelles (mines, forêts, agriculture, pêches et énergie) ; la Chine ne souhaite pas devenir un fournisseur de matières premières non ouvrées – comme les pays dépendants d'Afrique le sont devenus – et voir la plus-value absolue de « ses » ouvriers s'envoler vers les paradis fiscaux « Off –shore ». Les secteurs de l'armement militaire et de l'aérospatial sont exclus des investissements étrangers pour des raisons évidentes. Les secteurs de l'industrie lourde tels fonderies, aciéries, alumineries, chantiers navals, base stratégique du développement économique en régime capitaliste ne sont pas ouverts au partenariat. **Ce ne sont pas les services, l'« industrie du savoir » (sic), la consommation et le commerce, la finance et la bourse qui assurent le développement d'une économie impérialiste comme l'a prouvé le développement américain le siècle précédent et comme le prouve le développement chinois présent ; ce sont l'industrie lourde et l'industrie des machines-outils (production des moyens de production).** C'est d'ailleurs ce qui explique la puissance industrielle, économique et financière exceptionnelle de l'Allemagne dans l'Union européenne. La Chine le sait et elle se réserve ces secteurs industriels.

Cinquièmement, toute entreprise implantée en Chine doit payer taxes, impôts et redevances selon les lois en vigueur dans le pays ce qui assure une source d'accumulation de plus-value que l'État capitaliste monopoliste chinois utilise ensuite pour assurer la construction des infrastructures d'exploitation (routes, ports, barrages, canaux, aéroports, etc.).

Enfin, la **hausse régulière du salaire minimum et le rehaussement contrôlé de la valeur du Yuan** (monnaie nationale) assurent la croissance du marché national, assise définitive du développement impérialiste chinois qui tente présentement de se libérer de sa dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs états-unien et européen.

La Chine utilise sa monnaie (le yuan) comme entrave à l'importation – **barrière tarifaire et mur anti-dumping qui ne dit pas son nom** –. La valeur du Yuan est maintenue artificiellement basse ce qui rend les produits importés très coûteux pour les chinois continentaux et décourage leur commercialisation. Cette politique protectionniste a un coût cependant : 1) le niveau de vie des chinois est maintenu artificiellement bas et ; 2) les prix des matières premières importées dont est si gourmande l'industrie chinoise sont élevés. Enfin, dernière conséquence de cette politique volontariste c'est que la valeur du yuan ne peut que s'élever avec le temps, si bien que chaque épargnant chinois – et ils sont nombreux parait-il – verra ses économies s'apprécier avec les années. Achetez du yuan si vous le pouvez.

LIBRE-ÉCHANGE ET ÉCONOMIE DE SERVICES « POST-INDUSTRIEL »

Des tas d'économistes vulgaires, engoncés dans leur science économique pré scientifique, nous songeons à l'ex-premier ministre Bernard Landry et ses forfanteries, à Jacques Delors ex-ministre des finances de France, à Jacques Attali qui prédit tout et sa contre-partie, à Michel Rocard, chantre de l'Euro, et à DSK, économiste sans pantalon de triste renom, tous ces laudataires battent la chamade pour expliquer aux prolétaires que l'avenir appartient au libre-échange, à l'« industrie du savoir » (sic), à l'économie des services post-industriels, à la spéculation boursière et aux banques ; que s'endetter c'est s'enrichir ; que les barrières tarifaires entravent le commerce et la richesse… Fadaises redondantes que certains colportaient dans les colloques jusqu'à ce jour du 21 janvier 2008, jour où leur univers « post-industriel » s'écroula ; s'effondra la vacuité de ces billevesées pseudos scientifiques et ne demeura qu'un vaste gouffre financier où disparurent des milliards de chiffons – des actions, des obligations, des hypothèques et des produits dérivés, du papier sans valeur en définitive. Ne subsistèrent que des usines vidées – des forces

productives industrielles sous utilisées et des ouvriers, l'armée de réserve des chômeurs et des assistés désœuvrés – inutilisée et sans valeur marchande.

Les ouvriers savent déjà que plus ils s'endettent moins ils sont riches et que plus ils travaillent moins ils gagnent et que plus se déprécie leur valeur d'échange et plus s'affaisse le prix de leur survie. Mais ils n'ont aucune prise sur le monde de la finance, ni sur les mécanismes de l'échange, ni sur la propriété privée des moyens de production source de toutes leurs souffrances. Les travailleurs savent, ces damnés de la terre qui vitupèrent, que la démocratie des riches n'est qu'éphémère panacée manigancée par ceux qui ont le fric pour diriger le baudrier électoral.

QU'EN EST-IL DE CETTE CRISE INTERMINABLE ?

Le modèle d'exploitation impérialiste du tiers-monde fonctionnait pourtant, et l'accaparement de la **plus-value métropolitaine**, et la récupération de la **plus-value** lointaine (néocoloniale) permettaient de compenser les pertes d'emplois productifs suite aux délocalisations industrielles. En « mère-patrie » les emplois se multipliaient dans le **tertiaire prometteur**, ingénieur, administrateur, superviseur, vendeur, revendeur, grossiste, détaillant, décorateur, dessinateur, informaticien, designer, publicitaire, styliste, modiste, photographe, bookmaker, artiste, infirmière, enseignant, serveur, maître d'hôtel, femme de chambre, plongeur et tutti quanti, des milliers de métiers différents laissant subodorer que les **bases de l'économie capitaliste avaient changé et que maintenant il n'était plus nécessaire de produire des biens tangibles**, des produits, des marchandises sonnantes et trébuchantes mais qu'il suffisait de les vendre, de les « monnayer » sur les marchés et de faire du profit avec du vent, en spéculant.

En pays impérialistes comme le Canada, la France, les États-Unis, entre 75 % et 78 % de la main d'œuvre active s'active dans le tertiaire et le **quaternaire parasitaire** à des métiers variés mais qui ne produisent aucune plus-value. **Ces gens dépensent la plus-value produite par les 25 pour cent restants de la main d'œuvre œuvrant dans les usines du secteur secondaire et dans les mines, la forêt, la mer et la terre du secteur primaire** les bases fondamentales de la richesse sociale.

> « La plus-value produite par la classe ouvrière ne reste pas tout entière entre les mains des capitalistes exploitant directement les ouvriers dans le procès de production : une partie de cette plus-value passe aux commerçants sous forme de profit commercial, une autre passe aux banquiers sous forme d'intérêts, une autre va dans la poche des propriétaires fonciers sous forme de rente foncière (loyer et hypothèque NDLR) et le reste constitue le profit de l'industriel. La plus-value se divise en plusieurs parties et affecte plusieurs formes : profit (industriel et commercial.) intérêts et rentes. » **(9)**.

L'investissement en capital **ce n'est finalement que de la plus-value ouvrière spoliée et cristallisée, morte**, que le travail ouvrier fait revivre pour produire de la nouvelle plus-value vivante à spolier à nouveau, et à redistribuer à nouveau dans les différentes branches de l'économie.

LE CRASH BOURSIER DE JANVIER 2008

Revenons au crash boursier survenu en janvier 2008. Tant que les cartels internationaux rapatriaient leurs dividendes (**plus-value cristallisée**) en métropole (France, États-Unis, Allemagne, Italie, Canada, etc.), l'afflux de capitaux – taxes et impôts sur les bénéfices aidant ; emplois tertiaires étant – l'économie-de-service-et-du-savoir-post-industrielle donnait l'impression de fonctionner normalement, les milliardaires étaient toujours plus milliardaires et toute une couche de petit-bourgeois vivait de la plus-value redistribuée.

Un jour vint toutefois où de plus en plus d'entreprises impérialistes occidentales détournèrent une large partie de leurs bénéfices provenant d'outre-mer vers des paradis fiscaux « Off-shore » sans droits ni lois. **La moitié des flux financiers internationaux transitent ainsi par ces paradis fiscaux non assujettis aux lois ni au fisc**. C'est que pour le capitaliste il n'est plus financièrement intéressant de ramener la plus-value (sous forme de capital financier) dans les pays endettés d'Europe et d'Amérique et de convertir leurs deniers en dollars ou en euros dévalués. Un premier ministre canadien, donnant l'exemple à ses concitoyens, avait inscrit sa flotte de transport maritime à ce régime fiscal amaigrissant aux Iles Caïmans.

Qui plus est, les capitalistes commencèrent à rechigner à payer taxes, droits, redevances et impôts sur l'autre moitié de la plus-value non encore détournée. Qu'à cela ne tienne, Ronald Reagan, Margaret Thatcher, Bush, Sarkozy et Harper, suivis de tous les politiciens poltrons des environs firent amende honorable, et s'amorça une vague de cadeaux fiscaux pour riches aigris sous prétexte de libérer le crédit afin de créer des emplois, que l'on cherche encore de surcroit.

Les emplois industriels producteurs de plus-value continuent d'être délocalisés vers les pays de misère et les travailleurs des pays impérialistes en déclin continuent d'aller grossir les rangs de l'armée de réserve des chômeurs et des assistés, si bien qu'au lieu de rapporter des impôts et des taxes ces ex-travailleurs coûtent à la collectivité alors que les riches menacent de fuir le pays si on leur retire le pont d'or fiscal qu'ils se sont octroyé. C'est ainsi que l'on construit des budgets toujours plus profondément déficitaires.

L'État d'une puissance en déclin est confronté à un dilemme cornélien : les riches ne veulent pas

payer ; les ouvriers ne peuvent pas payer ; la plus-value importée s'est éclipsée ; les dépenses gouvernementales sont incontrôlées ; les dépenses militaires se font somptuaires pour réprimer ; les emprunts pharaoniques sont contractés à des taux léonins et l'usurier financier attend sa proie dans l'antichambre de l'Élysée, de la Maison Blanche et du 10 Downing Street muni d'une offre que le politicien bourgeois ne peut refuser, comment échapper à sa destinée ?

Comme si ce drame épique d'un monde en déclin ne suffisait pas, voici s'avancer la super puissance industrielle et commerciale des Hans, d'une ampleur et d'une vigueur que vous ne pouvez soupçonner. Un milliard d'ouvriers à exploiter grâce aux technologies les plus sophistiquées jamais imaginées. « Quand la Chine s'éveillera le monde tremblera » écrivait le romancier. Le dragon est déjà éveillé et il brasse les cartes et refait la donne sur l'ensemble de l'échiquier. Ce n'est pas l'incident du onze septembre 2001 qui a chamboulé le monde c'est le rugissement du dragon qui redéfinit l'équilibre industriel, économique, politique et financier.

Le diable de la finance, à qui l'État capitaliste a vendu son âme, attend à la porte du parlement, de la Chambre des représentants le kilogramme de chair qu'on lui a promis contre un instant de de survie… l'heure avance et il s'impatiente…

Robert Bibeau

Cet article a également été publié sur le site de Cent papiers :
http://www.centpapiers.com/la-crise-economique-%e2%80%93-la-chine-%e2%80%93-l%e2%80%99afrique-et-l%e2%80%99europe/95434

Notes

(1) http://www.legrandsoir.info/la-chine-puissance-imperialiste-triomphante.html
(2) Le **capital constant** est représenté par la valeur des moyens de production (bâtiments, machines, matières premières, énergie, etc.) qui n'est que de la plus-value cristallisée et réinjectée dans le processus de production de plus-value. Le **capital variable** est la valeur de la force de travail engagée dans une usine (que les économistes bourgeois appellent le salaire et les bénéfices marginaux) mise en jeu dans la production de la plus-value élargie de cette entreprise. La **composition organique du capital** est le rapport entre ces deux composantes. Une manufacture fabriquant des chemises nécessitera beaucoup de main d'œuvre (capital variable) et produira beaucoup de plus-value absolue alors qu'une aluminerie entièrement mécanisée (à fort capital constant - ces machines-outils coûtant très cher) produira plus de plus-value relative et aura une forte **composition organique en capital**. http://fr.wikipedia.org/wiki/Plus-value_%28marxisme%29
(3) La plupart des bourgeoisies compradores africaines n'ont jamais véritablement contrôlé l'appareil d'État, ni les leviers financiers fondamentaux. Qu'il suffise de rappeler que quatorze pays de la zone Francafrique utilisent le Franc CFA, assujettis à l'Euro, une monnaie gérée, administrée et contrôlée par la Banque de France. Des bases militaires étrangères quadrillent toute l'Afrique. Aucune base militaire étrangère n'occupe le sol de la Chine continentale. http://www.oulala.net/Portail/spip.php?article5453
(4) Quelques états comme Taiwan, la Corée du Sud et la République Sud-africaine sont parvenues à tirer leur épingle du jeu.
(5) La démonstration vaut pour la France, le Royaume-Uni, le Canada, l'Allemagne ou pour d'autres pays impérialistes.
(6) « Quelle est l'origine de cette plus-value ? Elle ne peut ni venir du fait que l'acheteur a acheté les marchandises au-dessous de la valeur, ni du fait que le vendeur les a revendues au-dessus de la valeur. Car, dans les deux cas, les gains et les pertes de chaque individu se compensent, puisque chacun est tour à tour acheteur et vendeur. Elle ne peut provenir non plus du vol, puisque le vol peut sans doute enrichir l'un aux dépens de l'autre, mais il ne peut pas augmenter la somme totale possédée par l'un et l'autre, non plus, par conséquent, que la somme des valeurs circulantes en général. » http://fr.wikipedia.org/wiki/Plus-value_%28marxisme%29
(7) http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/libre-echange-et-mondialisation-108283
(8) Vincent Gouysse. Le réveil du dragon. Septembre 2010. www.marxisme.fr
(9) L. Ségal. *Principes d'économie politique*. Éditions sociales internationales. 1936. P. 54. http://www.marxisme.fr

Robert Bibeau est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. Articles de Robert Bibeau publiés par Mondialisation.ca

SHARE

SCPI Fructipierre
Augmentation de capital en cours +10.85% par an sur 10 ans
www.patrimea.com/scpi-fructipierre

Annonces Google

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Robert Bibeau, Mondialisation.ca, 2012

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=29459

Privacy Policy

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par Polygraphx Multimedia © Copyright 2005-2009